Le Pionnier de l'Assomption.

JOURNAL OFFICIEL DE LA PAROISSE ASSOMPTION.

Vol. XX.

NAPOLEONVILLE, Lne., SAMEDI, 23 JUN 1877.

No. 2.

Le Pionnier.

PARAIT TOUS LES SAMEDIS.

CHARLES DUPATY, Editeur.

CONDITIONS DE D'ABONNEMENT:

Un an..... \$3 00
Six mois..... 1 50
Un numéro..... 10

PAYABLE D'AVANCE.

PRIX DES ANNONCES:

Un carré de dix lignes, tre insertion... \$1 50
Chaque insertion suivante..... 75 cents.
Cartes de Profession, par an..... \$12 50
Annonces de Candidature..... 12 50

Tout avis judiciaire devra être payé le dernier jour de la publication ou le jour de la vente.

Pour lettres, journaux, échanges, &c. adressez au "Pionnier," Napoleonville, Lne.

Nous envierons gratis à nos anciens abonnés, ainsi qu'à plusieurs autres personnes, les numéros du Pionnier qui paraîtront dans le courant de juin. Ceux qui, à l'expiration de ce mois, ne les auront pas renvoyés seront considérés comme souscripteurs et servis comme tels. Nos abonnements dateront du 1er de juillet prochain. Nous avons l'espoir que très peu de numéros, sinon point, nous seront retournés; ayant eu le soin de faire les envois avec le plus de discernement possible et diminué le prix de l'abonnement — afin de tenir compte de la pénurie des temps — de \$5,00, comme il était dans le passé, à \$3,00 par an. Grâce à cette réduction et aux soins que nous porterons à son émission, nous pensons que le Pionnier aura une plus grande circulation qu'autrefois. Nous appelons sur ce fait l'attention des marchands et des artisans qui désirent annoncer.

Le Pionnier accueillera et insérera avec plaisir les communications d'intérêt général qu'on lui enverra. Il prie même ses amis et ses anciens contributeurs de ne pas l'oublier et de continuer, comme par le passé, à le tenir au courant de ce qui se passe dans leur voisinage qui soit de nature à intéresser le public.

Le Bureau des écoles publiques de l'Assomption, à sa dernière réunion, a divisé la paroisse en douze districts d'écoles publiques. Ce bureau se réunit de nouveau aujourd'hui afin de nommer, croyons-nous, les professeurs des écoles. Nous pensons que ces messieurs mettront le favoritisme de côté et feront de bons choix.

M. Emile L. Hébert, assesseur de la paroisse, est en ce moment en tournée. La tâche qu'il remplit est bien pénible au début, car tout ce qui s'est fait sous l'ancienne loi est à refaire. Nous espérons que les habitants de la paroisse mettront de la complaisance à lui faciliter la besogne.

Le nouveau Jury de Police, à sa dernière séance, a évincé un intrus qui s'était glissé dans ce corps sans en avoir un atome de droit; car, de son propre aveu, il n'avait pas de domicile fixe à l'époque de son élection. Et dire que Gardner, c'est là le nom de ce vagabond de couleur, a voté à l'élection présidentielle et a légitimé pendant six mois en pleine maison de Cour sans être le moins du monde molesté!

Le général Grant, après avoir visité l'Europe, ira au Japon.

La Situation en France.

Jamais, croyons-nous, la situation de la France n'a été plus grave qu'aujourd'hui. Depuis quelques années, elle s'était constituée en république, à titre purement provisoire d'abord, puis, grâce à une constitution faite pour les besoins du moment, à temps, sinon à perpétuité. Cette république pouvait, au bout du septennat du maréchal McMahon, être modifiée, dans un sens ou dans un autre, être perfectionnée dans le sens libéral, revenir en arrière du côté de la monarchie, ou même disparaître complètement pour faire place à une véritable royauté, ayant pour chef un Bourbon ou un Bonaparte. Ces années de septennat étaient un essai qui devait éclairer la nation, et par l'expérience, lui enseigner ce qu'en 1880 elle devait choisir définitivement. D'ici là, il était naturel que l'on laissât la forme républicaine faire son jeu, aller plus ou moins à droite ou à gauche, suivant les mouvements de l'opinion publique, mouvements plus ou moins éphémères, plus ou moins capricieux, plus ou moins contradictoires, sans doute, mais qui, par leurs oscillations même en sens contraires, étaient appelés à se neutraliser mutuellement, à se tater, par leur jeu régulier et successif, quels étaient les véritables besoins intellectuels et politiques de la France, et à établir le vrai terrain sur lequel elle pouvait désormais solidement s'asseoir. Une période de 9 à 10 ans, en comptant la présidence temporaire de Thiers, avait semblé nécessaire, mais aussi suffisante, pour éclairer le pays sur ce sujet. C'était du moins ainsi qu'on l'avait généralement compris. Les partis, sans doute, n'avaient pas complètement abdiqué, et on ne leur avait nullement demandé de le faire; mais ils avaient pour devoir d'ajourner leurs prétentions contradictoires jusqu'à la fin du septennat.

Malheureusement la France, celle de toutes les nations où brille le plus l'unité, n'est cependant pas aussi complètement une qu'on le pense. Dans son unité, elle est réellement double, et se compose de deux éléments bien distincts et parfaitement opposés d'instincts et de besoins. D'un côté, il y a la France vraie, le peuple, la masse qui travaille, qui s'occupe de ses véritables intérêts matériels, qui, après avoir travaillé, vit économiquement et ne se donne de repos que quand elle s'est assuré un avenir. La France, en un mot, travailleuse et économe, et par conséquent, essentiellement conservatrice. Cette France là est la première, la plus vénérable des nations.

D'un autre côté, il y a une autre France, la fausse France, que nous appellerons volontiers la France officielle, la France politique, qui se compose, non plus de millions de travailleurs, mais de quelques cent mille intrigants qui vivent de la chose publique. Cette France politicienne se subdivise aussi en deux éléments: 1o. les nobles, et ceux qui ont une haute position et de la fortune. Ce qui fait agir ces politiciens, c'est l'orgueil ou l'ambition; ils veulent une France à leur image, une France qui favo-

risé leurs instincts et répond à leurs besoins de luxe et d'ostentation. Inutile de dire de quel côté ces gens-là poussent la roue du char de l'Etat. 2o. Ceux qui n'ont rien ou pas grand chose, et qui, se croyant trop élevés, ou sont trop paresseux pour travailler comme le commun des mortels, cherchent leur existence et leur fortune dans la politique; gens que la paix intérieure ruine et à qui il faut des coups d'Etat ou des révolutions pour pouvoir pêcher en eau trouble. Il va sans dire que ceux-là se jettent, suivant les espérances du moment, à droite ou à gauche; on les voit toujours appuyer le parti qui a la plus prochaine chance de succès; et c'est cette classe spéciale qui, plus ardente, plus violente que les autres, fait le plus de mal à la France; c'est elle qui tiraille de tous les côtés et provoque toutes les commotions qui l'affligent.

Si la France vraie, la France travailleuse, modeste, et économe avait l'esprit politique, elle viendrait facilement à bout de cette tourbe d'intrigants, riches ou besogneux, mais presque également turbulents. Malheureusement, elle n'a pas l'esprit de résistance; elle accepte tout ce que les révolutionnaires, en avant ou en arrière, lui donnent, et vote tantôt pour la monarchie, qu'on lui impose, tantôt pour la république, le tout pour avoir la paix et travailler en repos.

Que les radicaux, les républicains ultras soient, depuis longtemps, coupables de nombreuses commotions politiques qui ont jeté la France dans de malheureuses et ruineuses aventures, cela ne fait pas question. Il n'en est pas moins vrai qu'il est arrivé un jour où la France, ayant essayé de la légitimité, de la royauté constitutionnelle, de l'empire, sans en avoir obtenu la stabilité, s'est demandé s'il ne serait pas bon d'expérimenter un peu la république modérée et de voir si elle ne pourrait pas y trouver cette tranquillité, ce moyen d'échapper aux révolutions périodiques, qu'elle cherche depuis longtemps. Elle a fait cet essai d'autant plus volontiers, que, lorsque la nouvelle république a été installée, il n'y avait guère d'autre institution à mettre en sa place. L'empire venait d'être enseveli sous les victoires de l'Allemagne.

Que cet essai pût se faire sans qu'il se produisît de petites instabilités ministérielles, de petites oscillations à droite et à gauche, personne ne le pensait; on s'y attendait à l'avance. Aussi tant que les chances sont restées égales de part et d'autre, on a laissé se continuer l'essai sans trop d'opposition. Il en est résulté cette conséquence, que la masse pacifique et conservatrice, faisant mieux ses affaires sous le régime nouveau que sous les anciens, s'est peu à peu attachée à la république, et on était arrivé à se demander s'il n'était pas sage de s'en tenir tout simplement à ce qu'on avait et de tirer le meilleur parti possible d'une forme gouvernementale sous laquelle on pouvait travailler en repos aussi bien, et même mieux, que sous les régimes tombés. Que cela fit plus ou moins bien les affaires de la classe de politiciens qui

avaient mis leur fortune sous l'égide de la république, cela est bien possible, mais c'était ce dont s'inquiétaient fort peu les masses; elles avaient soif de repos; ce repos, elle le trouvait sous la nouvelle forme gouvernementale, et elles en concluaient qu'il était inutile d'en changer.

De là l'alarme qui s'était propagée dans le camp anti-républicain. Si les choses continuaient de la sorte, les politiciens qui avaient attaché leur fortune au char de la monarchie, perdaient toute chance dans l'avenir. Deux ans encore d'un pareil régime, et la masse du peuple, satisfaite du nouveau régime, le reconnaissait définitivement et le consolidait. La France constituée pour une longue période d'années en république, c'était, aux yeux de ces hommes désappointés, l'abomination de la désolation. Coûte que coûte, il fallait prévenir cette calamité.

C'est ce qui eut lieu, en effet. On saisit le premier prétexte venu pour jeter bas un ministère qui n'avait d'autre crime à se reprocher que de ne pas travailler à renverser le régime au nom duquel il gouvernait. On savait bien ce que l'on faisait en agissant de la sorte, et McMahon lui-même n'ignore pas la portée de ses derniers actes.

En renversant un ministère, en créant un autre, contrairement aux volontés de la majorité, aux usages parlementaires et aux règles constitutionnelles, il sort des voies légales et provoque ses adversaires à en sortir eux même en sens opposé.

En se jetant dans les bras des extrémistes de l'ordre et de la monarchie, il invite les républicains modérés à se jeter, de leur côté, dans les bras des ultras du républicanisme et des intransigeants.

Les luttes n'avaient eu lieu jusqu'ici que sur des questions qui n'avaient rien d'effrayant, sur des nuances d'opinions qui ne mettaient rien en péril. A partir d'aujourd'hui, c'est le sort même de la France qui est mis en jeu; ce sont des questions révolutionnaires qui sont mises sur le tapis.

Il s'était formé en France un parti sensé, modéré, qui inculquait peu à peu aux masses l'esprit politique et les habitait à faire elles-mêmes leurs propres affaires. Il arrête le pays sur cette voie salutaire et le livre de nouveau aux hommes habitués à mettre leurs passions et leurs préjugés à la place de ses besoins et de ses idées.

En faisant un coup de tête autoritaire, il légitime de la part de ses adversaires un coup de main violent.

A la façon dont allaient les choses, et le pays restant maître de ses destinées, il était possible qu'il changeât d'avis en 1880 et demandât un retour quelconque aux institutions monarchiques. Les républicains eussent été obligés de se soumettre à la manifestation de ce vœu; aujourd'hui on leur donne le droit de s'insurger contre un vote qu'ils pourraient recenser comme ayant été imposé au peuple par une école autoritaire et ennemie de toute liberté.

La porte est donc encore une fois ouverte aux révolutions. Nous espérons que cet état de

choses ne durera pas longtemps et que la France aura raison, enfin, des ambitieux turbulents qui veulent la précipiter dans ce gouffre.

Louisiane.

Les Canonnières de Donaldsonville font d'immenses préparatifs pour célébrer l'anniversaire de l'indépendance des Etats-Unis, le 4 juillet prochain. Pour la première fois, depuis le 10 avril 1865, où elle fut licenciée après de glorieux services dans l'armée confédérée, cette compagnie sortira sous l'ancien uniforme. Les Canonnières de Donaldsonville ont invité à cette fête leurs compagnons d'armes, les officiers et les membres de l'Artillerie de Washington, Col. W. Owen; ainsi que les Zouaves de Baton Rouge. Il y aura parade, grand dîner et bal dans la soirée.

Afin de défrayer un peu les frais énormes que leur occasionnera cette fête, les Canonnières donnent, ce soir, au D. S. C. B. Hall, une représentation composée d'un opéra comique et d'une comédie. Le prix d'admission est de 50 cts seulement.

Qui refusera son concours à cette brave compagnie, qui a tant fait pour son pays et qui s'est illustrée sur tant de champs de batailles?

La Cour du 15^{me} District siège à Thibodaux sous la présidence du juge Taylor Beattie. Le grand jury a trouvé des *true bills* contre Oscar Gajour et Augustin Robertson, accusés de meurtre, et contre plusieurs autres prévenus, accusés de crimes moins sérieux. Dans son rapport, il blâme sévèrement ceux qui ont lynché le nègre qui avait violé une petite fille près du Crossing de Lafourche, et exprime ses regrets de n'avoir pu obtenir certaines preuves demandées pour poursuivre l'ex-enregistreur de la paroisse, accusé d'avoir changé, dans ses retours, l'expression de la volonté du peuple à l'élection du mois de novembre dernier. Il espère qu'à la prochaine session ces preuves seront en possession de la Cour et que le coupable sera puni comme il le mérite.

Nous voyons dans la *Sentinelles* que la Compagnie du pont de Thibodaux a déclaré un dividende de deux piastres par action, huit pour cent sur le capital de la compagnie. C'est de l'argent bien placé.

Le *Meschacé* annonce la nomination par le gouverneur Nichols, de M. Joseph T. Barcard, sheriff de la paroisse St Jean-Baptiste, en remplacement de M. John Webre Jr.

Le climat du nord de la Louisiane n'est pas plus salubre, paraît-il, aux feuilles radicales que celui de la basse Louisiane. Le *True Republican*, le *North Louisiana Journal*, le *Mourre Intelligence* et le *Natchitoches Republican* ont disparu, chassés par le vent démocratique qui détruit tous les miasmes.

Les jeunes gens de Houma viennent d'organiser une deuxième compagnie de pompiers.

Un français du nom de Berheim a été assassiné près de Shreveport par un nommé Prater. Ils étaient voisins et tenaient tous les deux un petit magasin. La jalousie de métier a été le mobile du crime.

Un homme d'une quarantaine d'années, nommé James Casey, est tombé d'une fenêtre de sa chambre à coucher, dans la nuit, à la pension tenue à Franklin par M. Meuet, et s'est tué.

Le sénateur Breaux et un nommé Philippe ont échangé, dernièrement une vingtaine de coups de fusils et de pistolets. Fort heureusement ils ne se sont pas touchés. Philippe était garçon d'écurie chez le sénateur Breaux, celui-ci l'ayant congédié, il a voulu le tuer.

Le grand jury de la paroisse Ouest Feliciana a trouvé lieu à poursuivre contre sept meurtriers, deux voleurs de chevaux et un pour contrevenant de la loi sur la chasse. Un des meurtriers, nommé James H. White, a été condamné à mort.

John Ray est en instance auprès du président Hayes pour obtenir la place d'avocat de District des Etats-Unis, dans le cas où Lacey serait renvoyé.

Twitchell, le héros de Conshatka, brigue la place d'agent des pensions, mais il ne semble pas devoir l'obtenir.

Faits Divers Américains.

On rapporte que le Président des Etats-Unis et sa femme ont promis de visiter la Nouvelle-Orléans en février prochain. L'époque est bien choisie; c'est, pour la ville, le moment des réjouissances, — les fêtes du carnaval.

Plus de 1,000 officiers américains, ayant appartenu aux armées fédérales et confédérées, ont demandé des commissions au ministre de la Turquie à Washington pour entrer au service du Sultan.

L'ex-auditeur Johnson, accusé de malversation, a été arrêté et devra être jugé devant la Cour Criminelle Supérieure. Il a fait un cautionnement de \$3,000 jusqu'au jour où il comparaitra devant cette cour. George McCross est en caution.

James Lewis, de couleur, a été nommé officier naval du port de la Nouvelle-Orléans par le président Hayes, en remplacement de Fortuné Biard, aussi de couleur, qui a été suspendu de ses fonctions.

LE DERNIER JOUR.

Quel enfer plane sur nos têtes? Dieux! quelle désolation; De tous côtés, hommes et bêtes Succombent d'insolation!

La grosse boule incandescente, Projette sa vive lueur, Semble opérer une descente Pour nous convertir en saeur.

Oui! Phœbus, c'est à n'y pas croire, De ce monde va nous rayer Si l'on ne nous prodigue à boire Bière, du bon vin, sans rien payer.

Déjà, lapins, chats, porceaux, lièvres, Tirent une langue de chien; L'eau s'évapore sur leurs lèvres, Ils lampent, mais n'avalent rien.

Une chaleur Sénégalienne Paralyse jusqu'au gosier; Adieu: romance, tyrolienne, La bouche n'est plus qu'un brasier.

En vain, prêtre, tu t'agenouilles, Invoquant les brises de mars; On voit suer jusqu'aux grenouilles, On voit rugir jus qu'aux homards.

L'aliénation mentale Va sévir sur tous les cerveaux Si nous restons comme Tantale, Altérés devant les caveaux.

Barkeeper, défonce ta cuve; Plonges-y les bons citoyens, Il faut, pour écarter un Vésuve, Avoir recours aux grands moyens.

Et puis, si notre heure est venue, Si nous devons fuir demain, Avant que Satan n'éternue Poursupprimer le genre humain.

Seigneur, qui brèles la pelouse, "La récolte et les habitants; "Fais-nous mourir comme à Tou-

loose, "En buvant, nous serons contents." R. ROLY.